



Autochtones Kaxinawá de Rui Humaitá  
concevant des sketches lors d'un atelier de  
cartographie.

# UNE NOUVELLE CARTOGRAPHIE SOCIALE

Défense des territoires traditionnels amazoniens par la cartographie  
Projeto Nova Cartografia Social da Amazônia – Alfredo Wagner  
Berno de Almeida, Sheilla Borges Dourado et Carolina Bertolini  
[novacartografiasocial.com](http://novacartografiasocial.com)



Projeto Nova Cartografia Social da Amazônia doit permettre aux populations et communautés autochtones de réaliser leur propre cartographie. L'initiative est coordonnée par Alfredo Wagner Berno de Almeida. Cet anthropologue enseigne à l'université d'Amazonie et à l'université de Maranhão.

Sheilla Borges Dourado, qui enseigne à l'université d'Uberlândia, est spécialiste du droit socio-environnemental et des peuples et communautés autochtones d'Amérique latine.

Les recherches de Carolina Bertolini, spécialiste des sociétés et cultures de l'Amazonie, portent sur l'ethnomusicologie. Elle produit des cartes avec les communautés traditionnelles.

Par le recours aux techniques de la cartographie sociale, le projet de recherche Nouvelle Cartographie sociale de l'Amazonie (Projeto Nova Cartografia Social da Amazônia – PNCSA)<sup>1</sup> étudie les processus différenciés de territorialisation actuellement en cours dans la région amazonienne. Ce travail se concentre sur la relation entre ces processus et l'émergence d'identités collectives ancrées dans les mouvements sociaux. Ces identités sont multiples et forment une diversité socioculturelle amazonienne souvent négligée. Les différentes identités collectives se fédèrent autour de dénominations locales telles que : les riverains (*ribeirinhos*), les exploitants de caoutchouc (*seringueiros*), les Marrons (*quilombolas*), les peuples indigènes, les extracteurs de palmiers à piassava (*piçabeiros*), les pêcheurs artisanaux (*pescadores artesanais*), les ramasseurs de noix (*castanheiros*), les artisans (*artesanos et artesanês*)<sup>2</sup>, les communautés autochtones urbaines, les briseuses de noix de coco babaçu (*quebradeiras de coco babaçu*) et les récolteurs de baies d'açaï (*peconheiros*). Chacune de ces catégories d'identité se définit en fonction de la forme de son organisation. Au fil des mobilisations successives, elles ont construit leurs propres territoires. Grâce à une

1. Le projet de Nouvelle Cartographie sociale de l'Amazonie a débuté en 2005, en collaboration avec la Federal University of Amazonas (UFAM), et il a été financé par la Fondation Ford. Actuellement, environ 270 différentes formes d'organisation et 240 chercheuses et chercheurs participent aux activités du PNCSA. Depuis 2005, le PNCSA a produit 163 brochures, 70 livres, 17 synthèses cartographiques, 21 bulletins, 12 vidéos, 3 catalogues, 6 rapports, 5 expositions, 10 brochures (*cadernos*) et 10 cartes de localisation en mobilisant différentes organisations. Environ 230 000 exemplaires de brochures avec cartes ont été publiés, qui peuvent servir à obtenir la reconnaissance des droits fonciers des peuples traditionnels et des communautés. En 2016, l'accès au site web du PNCSA a dépassé 93 000 visites à partir de 109 pays.

2. Ces groupes utilisent diverses fibres, comme l'*arumã*, le *tucum*, le *cipó ambé* ainsi que des feuilles et des graines.

conscience croissante de la spécificité de leur culture, elles ont mobilisé différentes forces pour défendre leurs territoires contre la prédation commerciale. Les entreprises poursuivant leurs seuls intérêts commerciaux sont les principales responsables de la destruction de l'environnement en Amazonie, notamment de la déforestation et de la contamination des ressources en eau. C'est pourquoi les mouvements sociaux ont mené des campagnes contre les bûcherons, les grands projets d'agriculture et d'élevage, les usines de minerai de fer et les compagnies minières. Les terres des autochtones et des Marrons, tout comme celles qui sont effectivement contrôlées par les peuples et communautés traditionnelles, sont aujourd'hui menacées par cette expansion. La menace découle du fait que ces peuples et communautés traditionnelles vivent et occupent des zones particulièrement bien préservées, bénéficiant d'une couverture végétale dense. La cartographie sociale produite par les communautés sur leurs propres territoires témoigne de leur conscience aigüe de l'environnement.

L'objectif du PNCSA est de cartographier ces mobilisations populaires en les décrivant et en les géoréférençant sur la base de ce que les communautés étudiées jugent elles-mêmes pertinent. Le travail cartographique implique la formation et le renforcement des compétences des membres de ces communautés, que l'on va familiariser avec les dispositions constitutionnelles et la législation environnementale, mais tout d'abord former aux techniques GPS de base. Les ateliers de cartographie réalisés au sein même des communautés contribuent grandement au renforcement de ces capacités. Élaborées par les participant·es, les activités de ces ateliers portent sur la délimitation territoriale et visent à consolider les informations obtenues par l'observation directe ou à partir de différents types de récits. Cela contribue à la production d'une description ethnographique suffisamment précise. Tout au long du travail de terrain, nous avons pu vérifier l'utilisation fréquente de l'expression «terres traditionnellement occupées»<sup>3</sup>

dans les listes des revendications des groupes militants. Il s'agit d'une référence récurrente qui indique probablement la perception croissante qu'ont ces groupes des violations de leurs droits territoriaux. Afin de permettre leur large diffusion, les résultats de ces travaux sont publiés sous forme de livrets (*fascículos*) contenant des cartes et des extraits de récits écrits par les membres des communautés étudiées ainsi que les revendications du groupe. Ce sont principalement les membres des communautés cartographiées qui distribuent ces livrets.

Nous nous sentons solidaires des groupes qui militent pour la reconnaissance et la protection des droits de l'humain dans les zones urbaines et qui recourent également à la cartographie sociale. Les représentant·es d'autres minorités, comme les militant·es lesbiennes, gays et transgenres de Manaus produisent leurs propres cartes pour se rendre visibles aux yeux de l'État et des autres agents sociaux.

Le PNCSA s'est également constitué grâce à la rencontre entre, d'une part, des chercheuses et chercheurs appartenant à des institutions de l'enseignement supérieur et, d'autre part, des membres des mouvements sociaux panamaziens. Leur objectif principal est toujours de renforcer les droits territoriaux des peuples et communautés traditionnelles. Aujourd'hui, les cartes sont utilisées par ces peuples et communautés pour étayer autant leurs demandes que leurs réclamations à l'encontre de l'État. Les cartes sont produites par les membres dans le cadre d'ateliers de cartographie organisés au sein de leur propre communauté. Elles sont devenues des ressources techniques qui garantissent l'exactitude et la précision des limites territoriales revendiquées par les associations communautaires et les groupes militants. Depuis la parution du livre *Carajás. La guerre des cartes* (Almeida, 1994), nous avons consolidé les bases de la «nouvelle cartographie sociale».

---

dans l'article 231 de la Constitution brésilienne de 1988 et dans les articles de la Convention 169 de l'OIT, ratifiée par l'État brésilien en 2003 (Almeida, 2008b, p. 138).

3. «Terres traditionnellement occupées» est l'expression que l'on retrouve

L'approche critique montre qu'il y a un conflit interne d'ordre lexical dans ce champ de la recherche. En ce sens, le terme *nouvelle* dans l'expression «nouvelle cartographie sociale» correspond à une critique du recours à des expressions similaires, telles que «cartographie participative», «cartographie collaborative» ou «cartographie culturelle», utilisées par la Banque mondiale, de grandes entreprises comme Google ou bien dans le cadre de mégaprojets et par des ONG. Ces cartographies correspondent à des pratiques dans lesquelles la participation de la population et des communautés traditionnelles est généralement limitée et parfois ces limites font que la «participation» correspond plutôt à une simple «ratification» de décisions prises par quelqu'un d'autre.

## Produire des cartes de situation

Comme évoqué ci-dessus, les travaux du PNCSA se concentrent sur des situations dans lesquelles les agents sociaux se définissent et considèrent les autres à partir de leurs identités ethniques, ceci afin d'interagir et de former des groupes politiques au sens organisationnel. L'ethnicité sert ainsi de mode collectif d'action et de mode de représentation. Notre travail de terrain et nos analyses portent sur les limites ethniques qui définissent les groupes et non sur les contenus culturels. Elles reflètent une nouvelle réalité et plus précisément la tendance des groupes à s'investir profondément dans une identité collective afin de revendiquer des droits essentiels à leur reproduction physique et culturelle. Cette nouvelle réalité semble être associée à l'autodéfinition des agents sociaux et à leur condition de sujets de droit.

Conformément aux techniques du PNCSA, on pourrait dire que les cartes de situation se réfèrent à des cas concrets de conflits dans des régions déjà délimitées avec une relative précision. Le but est de délimiter

des territorialités<sup>4</sup> spécifiques en permettant une description plus détaillée des éléments considérés comme pertinents par les membres des communautés étudiées, afin de constituer une base cartographique. En ce sens, elles se distinguent des cartes thématiques puisqu'elles considèrent que même des croquis peuvent être choisis par les agents sociaux afin de composer les cartes à inclure dans leur livret<sup>5</sup>. La carte de situation montre le caractère dynamique des réalités cartographiées. Elle reflète les points de vue des communautés à un moment donné, mais peut également présenter des changements induits par les processus en cours dans les territoires et les perceptions des membres des communautés qui réalisent les cartes.

Le travail de cartographie sociale comprend donc deux dimensions: d'une part, un travail ethnographique qui repose sur une recherche universitaire, des techniques d'observation directe, des descriptions détaillées et des critères de sélection précis des informations et, d'autre part, un travail réalisé par les agents sociaux eux-mêmes, consistant à définir l'utilisation des instruments et à les choisir, puis à décider de ce qui sera reporté sur la carte. Le PNCSA contribue non seulement à leur formation, mais respecte aussi leur autonomie dans la pratique. Les décisions sont ainsi laissées aux communautés locales après qu'elles aient appris comment relier les points GPS et d'autres techniques de base. Elles peuvent décider d'inclure ou d'exclure des informations qu'elles considèrent comme non pertinentes ou qui sont confidentielles. Il ne s'agit pas d'une cartographie purement quantitative de certains types de végétation, biomes ou écosystèmes. Il s'agit plutôt d'une cartographie sociale qui produit un matériau que nous nommons cartes de situation. Elles se distinguent des cartes participatives qui, tout comme les instruments

---

4. La territorialité attribuée au territoire approprié une dimension symbolique et identificatoire.

5. L'un des exemples les plus complets de l'application de cet instrument, appelé carte de situation, se trouve dans Alfredo Wagner Berno de Almeida, Joaquim Shiraishi et Cynthia Carvalho Martins, *Guerra Ecológica nos Babaquais* (2005).

de planification, sont définies par les planificateurs et visent à intégrer les communautés dans les décisions qui sont prises pour elles ou qui les affecteront. Nos cartographies sociales travaillent, au contraire, dans l'intérêt des groupes militants et des identités collectives ainsi que des formes organisationnelles particulières (de mobilisation et de solidarité) adoptées par les groupes eux-mêmes (Almeida, 2013, p. 157-173).

D'habitude, on sépare le travail manuel du travail intellectuel. Nous pensons, au contraire, que ces deux formes de travail sont intellectuelles. Les groupes et communautés traditionnelles, les indigènes et les Marrons, ont appris à utiliser un GPS ou un logiciel comme ArcGIS sans le moindre souci. L'utilisation de ces outils technologiques combine la compétence technique avec les intérêts de la communauté. Dans ce contexte, l'expertise technique fournie par les universités pour produire des cartes avec les communautés est associée au «capital militant»<sup>6</sup> propre aux associations et aux représentations des peuples et des communautés. Cette combinaison élargit de façon significative le spectre de la production cartographique et redéfinit considérablement l'utilisation actuelle de la «participation» dans la cartographie sociale. De cette façon, les communautés traditionnelles deviennent une source de production d'informations. En toute logique, elles pourraient également gérer leurs propres territoires dans un avenir proche. Elles seront en mesure de le gérer en temps réel malgré les difficultés, notamment la nécessité d'apprendre à interpréter les images satellites, ou les défis, tel celui d'obtenir des images nettes de la région amazonienne qui se trouve en permanence sous une couverture nuageuse. Sur ce dernier point, le recours à des drones pourrait être une solution pour obtenir de meilleures images.

6. «Parler de capital militant, c'est insister sur une dimension d'engagement, dont le capital politique rend insuffisamment compte.» (Matonti et Poupeau, 2004, p. 7).

## Conflits sociaux et cartes

Dans de nombreuses situations, les cartes et les livrets ont fonctionné comme un moyen de pression, démontrant la faiblesse des décisions officielles et rendant visibles les lacunes dans les interventions des dirigeants municipaux. En ce sens, le recours à l'ethnographie apporte une véritable scientificité aux revendications autochtones. À Jambuaçu (Pará), où les Marrons ont subi de graves préjudices à la suite de l'explosion d'un pipeline au cœur de leurs villages, le livret a été utilisé dans le cadre de la procédure judiciaire de demande de compensation pour les dommages environnementaux. Dans le périmètre de leurs villages, les autochtones de la communauté Beija-Flor de Rio Preto da Eva (État d'Amazonas) ont fait pression sur la municipalité pour qu'elle gèle ce périmètre et leur en accorde enfin la propriété, après des décennies de conflit. Dans les conseils municipaux de Rio Preto da Eva et Novo Airão (État d'Amazonas), des autochtones, des Marrons et des riverains ont agité à bout de bras les livrets qu'elles et ils avaient produits. Ces livrets sont considérés comme des documents rendant évidente la réalité de leurs territoires. Dans le cas de Novo Airão, les zones réquisitionnées pour le parc national Jaú empiètent sur les territoires des Marrons à Tambor. Les Marrons ont hautement apprécié d'avoir produit cette carte, devenue un document de référence obligatoire pour toute personne désireuse de comprendre la dynamique du conflit. Ils ont montré le livret lors du Conseil municipal de Novo Airão afin de rendre publiques leurs revendications territoriales. Par la suite, et en raison de leur utilisation pour la mobilisation politique, les cartes se sont transformées en instruments de lutte quand elles portaient sur les droits territoriaux et ethniques. Dans le conflit entre les Marrons d'Alcântara (MA) et l'Agence spatiale brésilienne (AEB), l'intrusion sur le territoire marron a été documentée ethnographiquement par un historien et par des technicien·nes agricoles qui étaient également membres de familles marronnes déplacées en 1986. Ces professionnel·les ont suivi les cours de formation technique dispensés par le PNCSA et ont réalisé

tout le travail de cartographie. Nous avons constaté l'indéniable dimension politique de ces revendications à travers la construction des cartes elles-mêmes, faisant de ce travail un support de mobilisation et de renforcement de l'identité ethnique.

Le travail du PNCSA s'est constitué depuis 2005 à travers des processus de politisation et une critique des géographismes (les approches qui limitent la cartographie du territoire à sa seule dimension physique) et de l'ancienne vision des agents « biologisés » (le sujet agissant étant représenté d'un point de vue exclusivement biologique ou génétique). La position de la médiatrice ou du médiateur prend ici une forme nouvelle et la contribution de la recherche universitaire s'appuie sur des critères de compétence, d'expertise et de sagesse scientifiques. Il y a une division intellectuelle du travail qui exige de l'attention dans l'élaboration des cartes et des livrets. Les relations de recherche se sont construites patiemment, d'autant plus que l'on tente aujourd'hui d'instituer de nouvelles règles de tutelle (la subordination légale à un tuteur) à travers la redéfinition des stratégies de lutte par de nombreuses ONG (Almeida, 2008a, p. 105). Le renouvellement des leaders des mouvements sociaux à grande échelle a également joué un rôle important. Dans toutes les situations étudiées, un point de critique récurrent fait référence à la « personification des collectifs » (Micelli, 2007), qui se manifeste clairement dans des phrases telles que : « Les autochtones pensent que... » ou encore « Les paysans n'acceptent pas que... ». Nous avons évité de reproduire ces lieux communs et avons décidé de publier une liste des personnes présentes dans les ateliers de cartographie et d'indiquer qui a réalisé les exposés correspondants. Les livrets ont donc plusieurs autrices et auteurs. Une autre difficulté concerne les tentatives d'usurpation de la représentation politique des peuples et communautés traditionnelles, ce qui soumet l'action des médiatrices et médiateurs à une remise en question permanente. À cet égard, la cartographie sociale représente un instrument qui renforce l'émergence d'identités collectives et rétablit en même temps l'équilibre à propos de la

biodiversité. En effet, les discours environnementalistes concernant la région amazonienne mettent généralement l'accent sur les seuls éléments naturels. Ainsi, la cartographie sociale crée des liens avec la diversité culturelle et la mobilisation des peuples et des communautés traditionnelles en matière de droits territoriaux et culturels.

## Références

Alfredo Wagner Berno de Almeida, Joaquim Shiraishi et Cynthia Carvalho Martins, *Guerra Ecológica nos Babaçuais. O Processo de Devastação dos Palmeirais, a Elevação do Preço de Commodities e o Aquecimento do Mercado de Terras na Amazônia*, São Luís, MIQCB, 2005.

Alfredo Wagner Berno de Almeida, *A guerra dos mapas*, Belém, Falangola, 1994.

Alfredo Wagner Berno de Almeida, *Antropologia dos 'Archivos' da Amazônia*, Rio de Janeiro, Casa 8, 2008a.

Alfredo Wagner Berno de Almeida, *Terras de Quilombo, Terras Indígenas, 'Babaçuais Livres', 'Castanhais do Povo', Faxinais e Fundos de Pasto. Terras Tradicionalmente Ocupadas*, Manaus, PPGSCA/UFAM, 2008b.

Alfredo Wagner Berno de Almeida, « Nova Cartografia Social. Territorialidades Específicas e Politização da Consciência das Fronteiras » dans *id.* et Emmanuel de Almeida Farias Júnior (éd.), *Povos e Comunidades Tradicionais. Nova Cartografia Social*, Manaus, UEA Edições, 2013, p. 157-173.

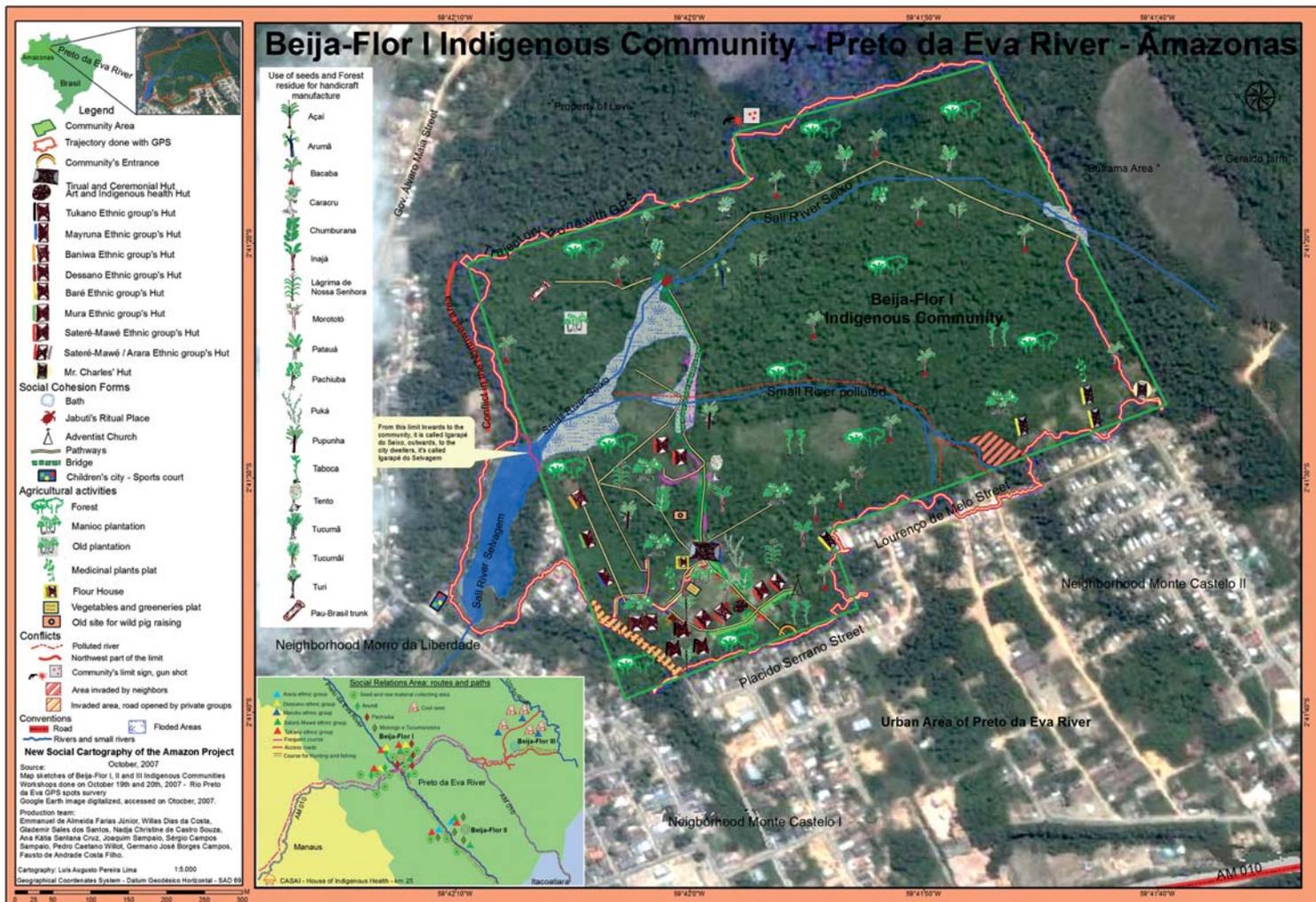
Pierre Bourdieu, *Contrafogos. Táticas para Enfrentar a Invasão Neoliberal*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 1998.

Eric J. Hobsbawm, *A Era Dos Extremos. Breve História do Século XX, 1914-1991*, São Paulo, Cia das Letras, 1998.

Frédérique Matonti et Franck Poupeau, « Le Capital Militant » dans *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 155/5, p. 4-11.

Miceli, « Introdução. A Força do Sentido » dans Pierre Bourdieu, *A Economia das Trocas Simbólicas*, São Paulo, Perspectiva, 1992.

Cartes et photographies par le PNCSA.



Territoire de la communauté autochtone Beija-Flor à Preto da Eva.

Carte d'Aldeia Boa Vista réalisée par ses habitant·es.





